LE PRISME · REVUE STRATÉGIQUE · N° 6
SAMEDI 31 OCTOBRE 2026 · ANALYSE DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2027

2027, l'année de tous les dangers

Un budget bâti sur le baril, une dette qui absorbe l'excédent, une jeunesse sans eau, sans courant, sans emploi.

41 %
des recettes viennent du pétrole

× 3
l'investissement prévu vs exécuté en 2025

150 M
FCFA d'investissement pour l'Emploi

J. Mauryn NDOKAYO ONDZE · Fondateur du Prisme
Parti Républicain pour l'Innovation Sociale et la Modernisation de l'État

ÉDITORIAL

L'hydre de la dette et le casse social

Le budget 2027 n'a pas d'abord un problème d'argent. Il a un problème d'usage. Sur 100 FCFA encaissés par l'État, 66 repartent vers la dette. Le pétrole alimente un excédent de 482 milliards ; cet excédent sert à rembourser des bons et obligations arrivés à échéance ; de nouvelles émissions (948 milliards) remplacent ce qui vient d'être payé ; les intérêts montent, et il faut que le baril tienne pour que le mouvement continue. C'est le **cercle infernal de l'endettement**. Coupez une tête de cette hydre, une autre repousse.

Pendant que le cercle tourne, le **casse social n'en finit pas**. Le ministère de l'Emploi reçoit 4,6 milliards pour une jeunesse dont, selon l'OIT, 40,5 % des 15-24 ans sont sans travail. Les retraités de la caisse des fonctionnaires déclarent 50 mois de pensions impayés ; les soignants ont fait grève du 6 août au 15 octobre pour deux mois de salaires ; le CHU de Brazzaville parle de sous-financement ; des familles vivent sans courant, sans eau et sans gasoil. Les arriérés inscrits à la dette atteignent 221,5 milliards. Le social n'est pas un accident de parcours : dans ce budget, il est la variable d'ajustement.

Nous ne disons pas qu'il ne faut pas payer. Nous disons qu'un pays ne se désendette pas en refinançant : il lui faut un plan. Une trajectoire publiée de l'encours et du service de la dette, avec un plafond voté par le Parlement ; une ligne chiffrée, avec calendrier, pour les arriérés de salaires et de pensions ; le budget de chaque hôpital public ; un plan d'emploi des jeunes à la hauteur du chômage. Le gouvernement annonce vouloir « poursuivre le désendettement » : où est la trajectoire ?

Reste la piste russe. Ce que l'on n'a pas pu obtenir avec les Chinois, comment l'obtiendrons-nous avec une Russie financièrement exsangue ? Et si une coopération avec l'Africa Corps devait être payée, **devrons-nous privilégier ce paiement au détriment de la dette sociale** : pensions, salaires, hôpitaux ? Questions, non accusations : aucun montant de ce type n'apparaît dans le PLF.

Le Prisme met les chiffres sur la table, avec leurs sources, leurs limites et leurs étiquettes, pour que chaque Congolais puisse juger. Les graphiques de ce numéro montrent le cercle, l'hydre et les arriérés. La lecture, elle, est la vôtre.

> **66 FCFA sur 100** vont au service de la dette. **730 FCFA par habitant** vont à l'emploi et à la formation. **221,5 Md** d'arriérés sont déjà inscrits.

J. Mauryn NDOKAYO ONDZE, Fondateur du Prisme

Éditorial du Prisme N° 6. Chiffres : PLF 2027 ; OIT ; allAfrica ; calculs du Prisme. Population supposée de 6,3 millions pour les calculs par habitant.

COMMENT LIRE CE NUMÉRO

Six minutes, cinq étapes

Chaque étape répond à **une seule question**. Si vous n'avez que deux minutes, lisez l'éditorial et l'étape I.

I **LE BUDGET · pages 4-8**
Que contient le PLF 2027 ?
Pétrole, risque, investissement, secteurs

II **LA DETTE · pages 9-14**
Où va l'argent ?
Dette, arriérés, cercle infernal

III **LES CHIFFRES · pages 15-17**
Les trois années côte à côte
2025, 2026, 2027, trajectoire

IV **LE CONGOLAIS · pages 18-23**
Qu'est-ce que cela change pour moi ?
Emploi, salaires, hôpitaux, sécurité

V **LA POLITIQUE · pages 24-28**
Qui décide, et que se passe-t-il en 2027 ?
PND, points à clarifier, Constitution, 2027

Méthode : les chiffres viennent des documents officiels cités en bas de page ; les déclarations non vérifiées sont signalées comme telles ; les passages « Analyse » sont la lecture du Prisme. Les institutions citées disposent d'un droit de réponse. Montants en milliards de FCFA (Md) ; ≈ 550 FCFA = 1 $.

L'ESSENTIEL

Le budget 2027 en une page

Projet de loi de finances déposé le 8 octobre 2026, approuvé en Conseil des ministres le 7 octobre. Les chiffres ci-dessous sont ceux du texte.

Recettes du budget général	**2 938 Md FCFA**
Dépenses du budget général	**2 506 Md FCFA**
Excédent prévu (≈ 786 M$)	**432 Md**
Recettes pétrolières	**1 212 Md (41 %)**
Intérêts de la dette	**314 Md (12,5 %)**
Investissement (dont 51 % financés de l'extérieur)	**670 Md**
Croissance annoncée en 2027	**6,9 %**
Dette / PIB (2026 → 2027)	**88,6 % → 80,9 %**

NOTRE LECTURE EN CINQ TESTS

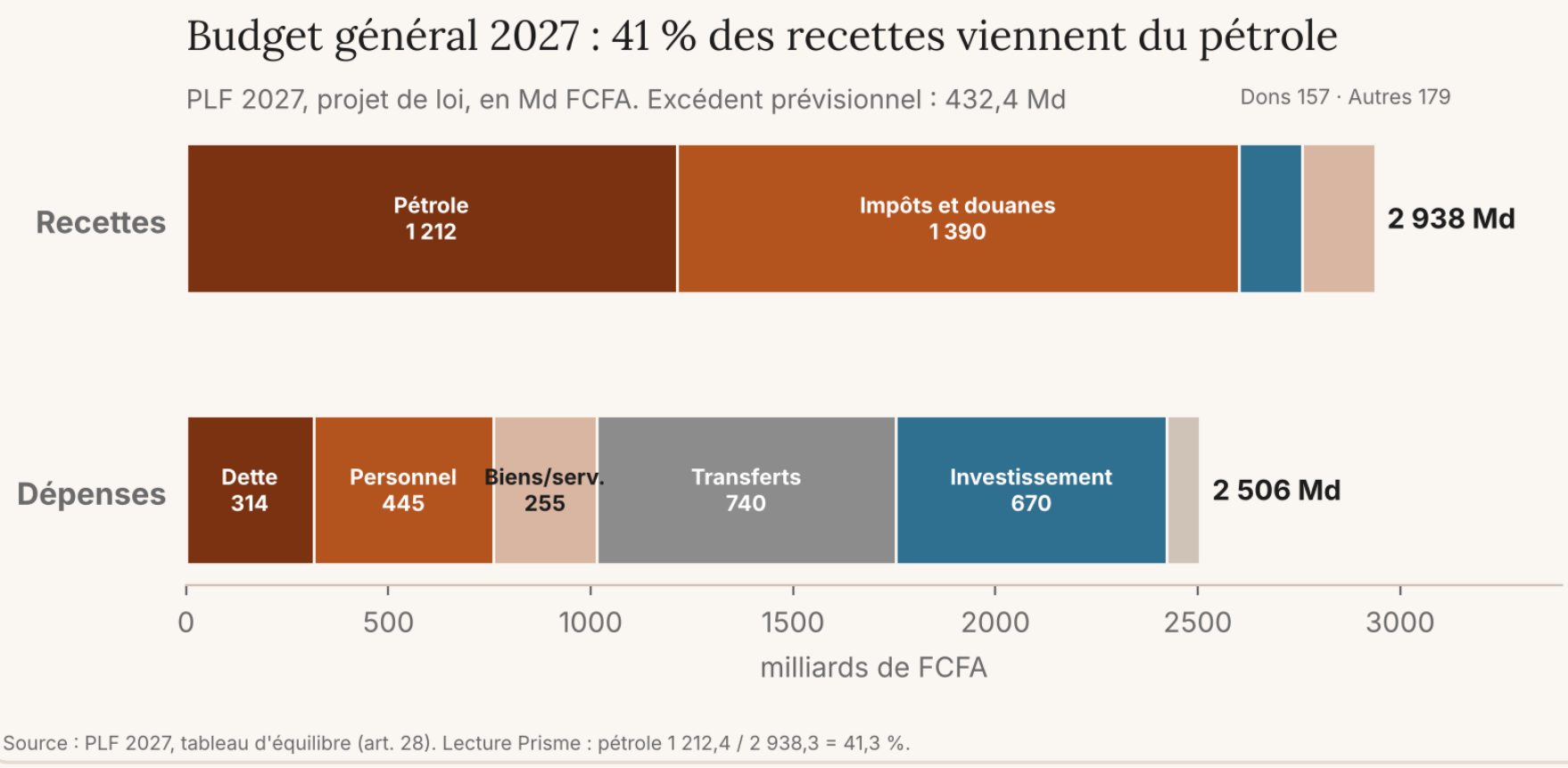
1. **Pétrole :** l'équilibre repose sur 112 M de barils à 76 $.
2. **2025 :** la loi de règlement montre l'écart entre promesse et exécution.
3. **Dette :** l'excédent ne construit rien, il rembourse.
3. **Secteurs :** éducation, santé, agriculture, transport : des parts loin des cibles.
4. **Jeunes :** 150 M FCFA d'investissement pour l'emploi.

Verdict provisoire : un budget d'équilibre comptable, pas un budget de rupture.

Source : PLF 2027 (exposé des motifs, art. 5, 28, 43) ; compte rendu du Conseil des ministres du 7 octobre 2026 (ADIAC). Conversion à 550 FCFA/$.

PÉTROLE

Le pétrole aux commandes



Source : PLF 2027, tableau d'équilibre (art. 28). Lecture Prisme : pétrole 1 212,4 / 2 938,3 = 41,3 %.

Sur 2 938 milliards de recettes, **1 212 viennent du pétrole, soit 41 %**. Sans lui, le budget afficherait un déficit de **780 milliards (≈ 1,4 Md$)**.

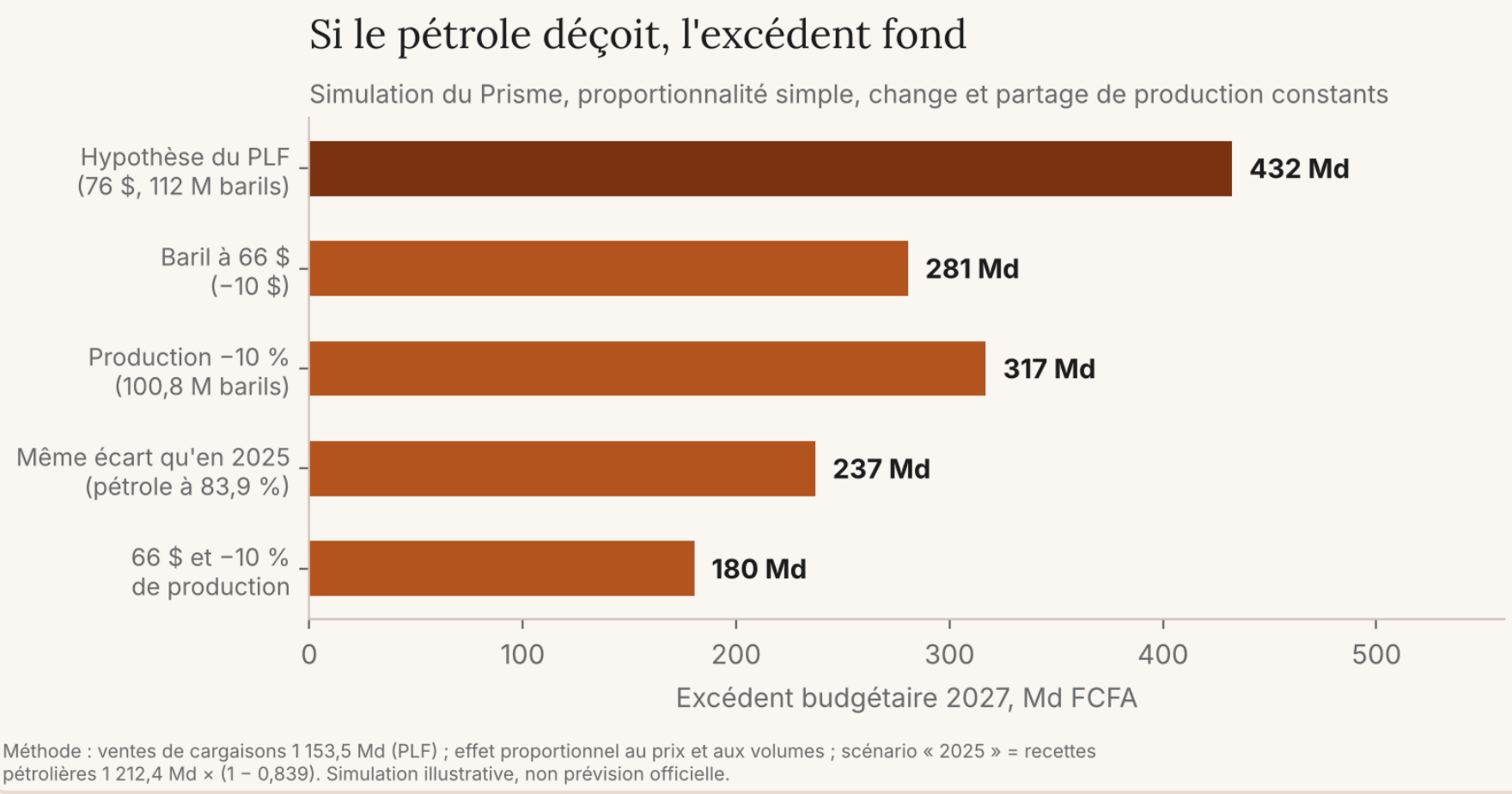
L'équilibre repose sur deux hypothèses en hausse : 112 millions de barils (+7 % sur 2026) et un baril congolais à 76 $ (+13 %). Pendant ce temps, le programme « Diversification économique » reçoit 122,8 millions de FCFA, soit 0,005 % du budget : l'économie qui doit remplacer le pétrole n'est pas financée.

> **Deux documents, deux hypothèses :** le texte du PLF retient 76 $ et 550 FCFA/$; le compte rendu du Conseil des ministres cite 71 $ et 565 FCFA/$.

Sources : PLF 2027 (hypothèses, tableau d'équilibre) ; ADIAC, Conseil des ministres du 7/10/2026 ; Sikafinance (LFR 2026 : 105 M barils, 67 $).

RISQUE

Si le pétrole déçoit, l'excédent fond



Méthode : ventes de cargaisons 1 153,5 Md (PLF) ; effet proportionnel au prix et aux volumes ; scénario « 2025 » = recettes pétrolières 1 212,4 Md × (1 − 0,839). Simulation illustrative, non prévision officielle.

15 Md

FCFA perdus par dollar de baril en moins

10 Md

FCFA perdus par million de barils en moins

237 Md

d'excédent si l'écart de 2025 se reproduit

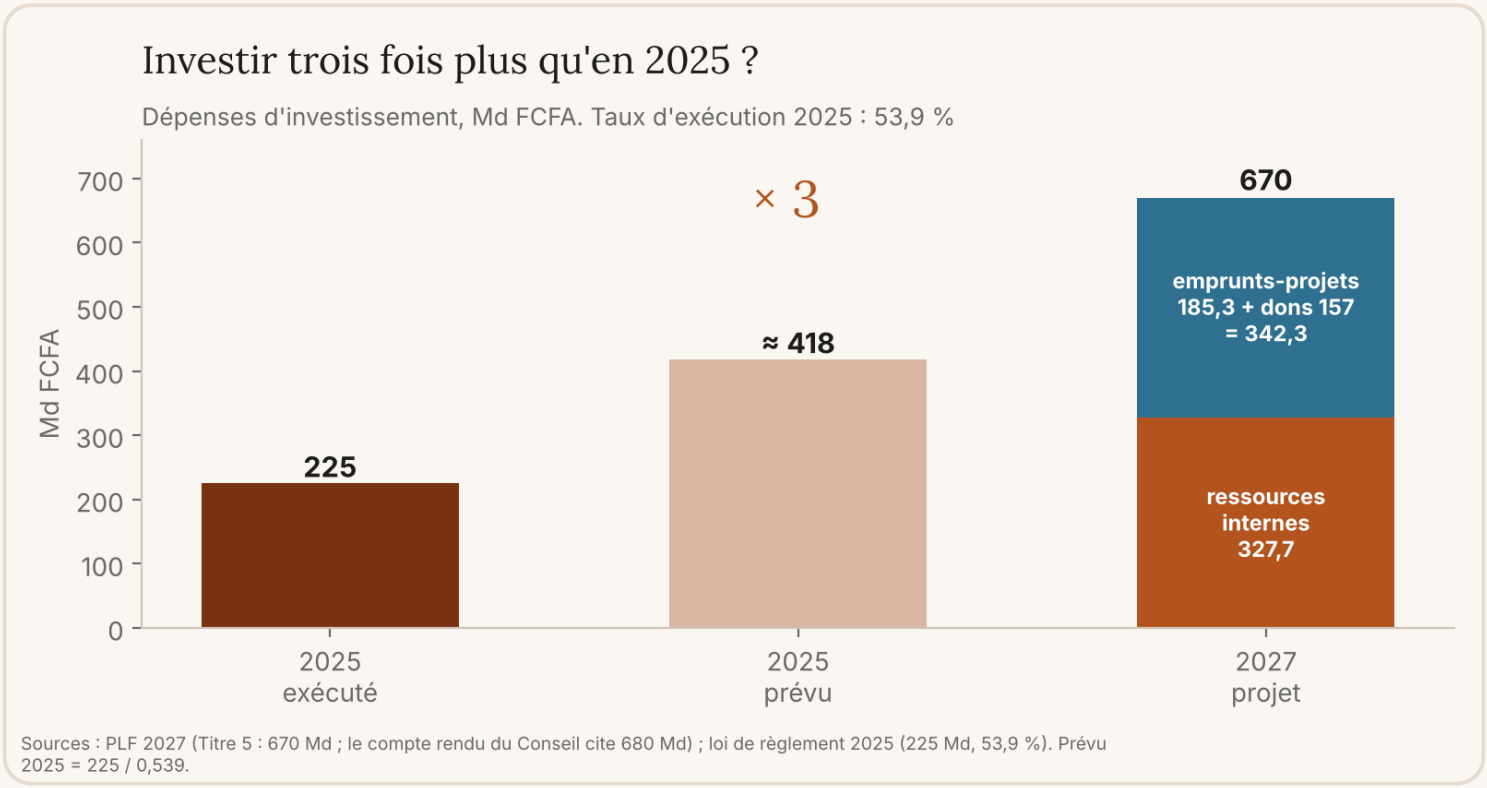
> En 2025, les recettes pétrolières n'ont été exécutées qu'à **83,9 %**. La LFR 2026 notait déjà que la hausse des cours avait été **inversée** après l'accord de paix au Moyen-Orient.

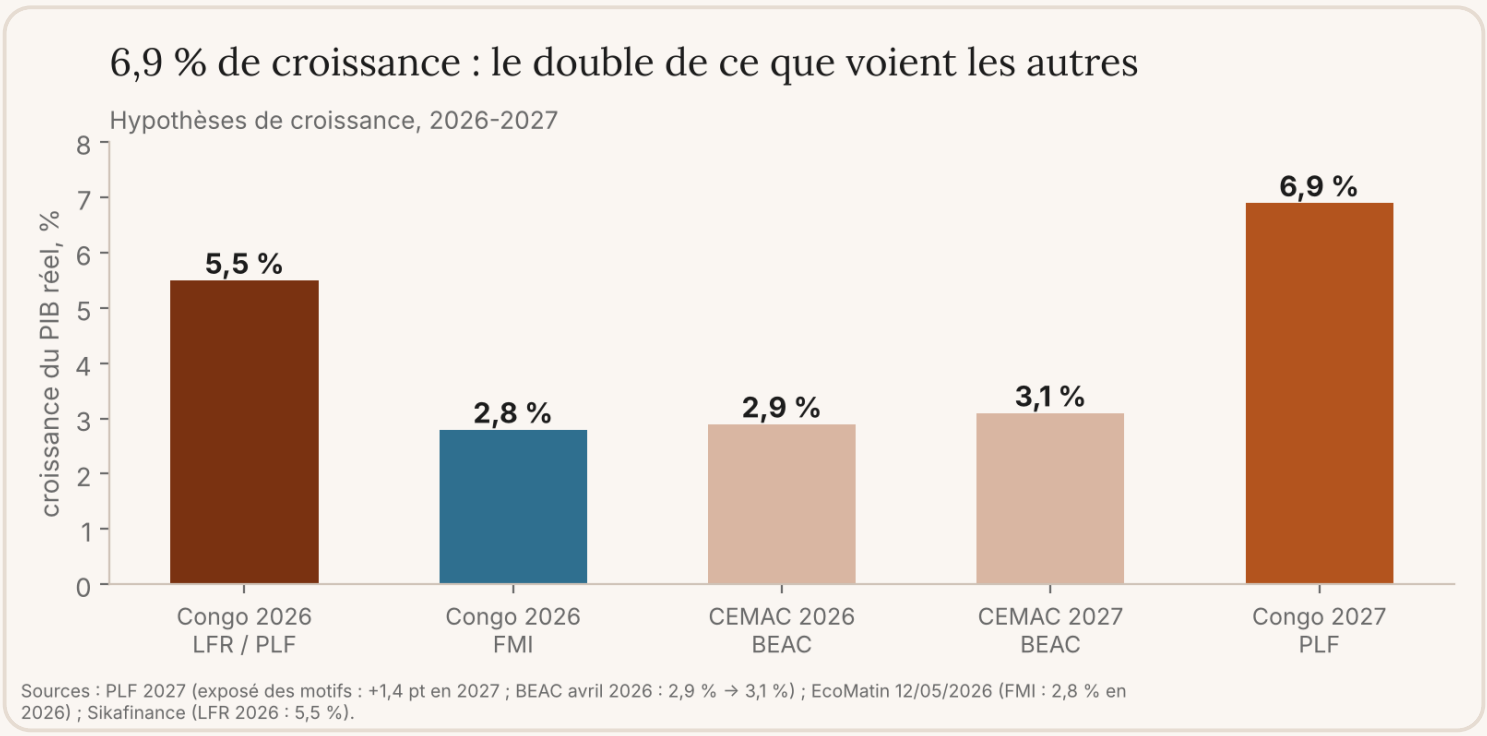
Simulation du Prisme : proportionnalité simple, non prévision officielle.

Sources : PLF 2027 ; ACI (8/10/2026) ; Sikafinance (LFR 2026). Calculs du Prisme.

INVESTISSEMENT

Investir trois fois plus, avec quelles ressources ?



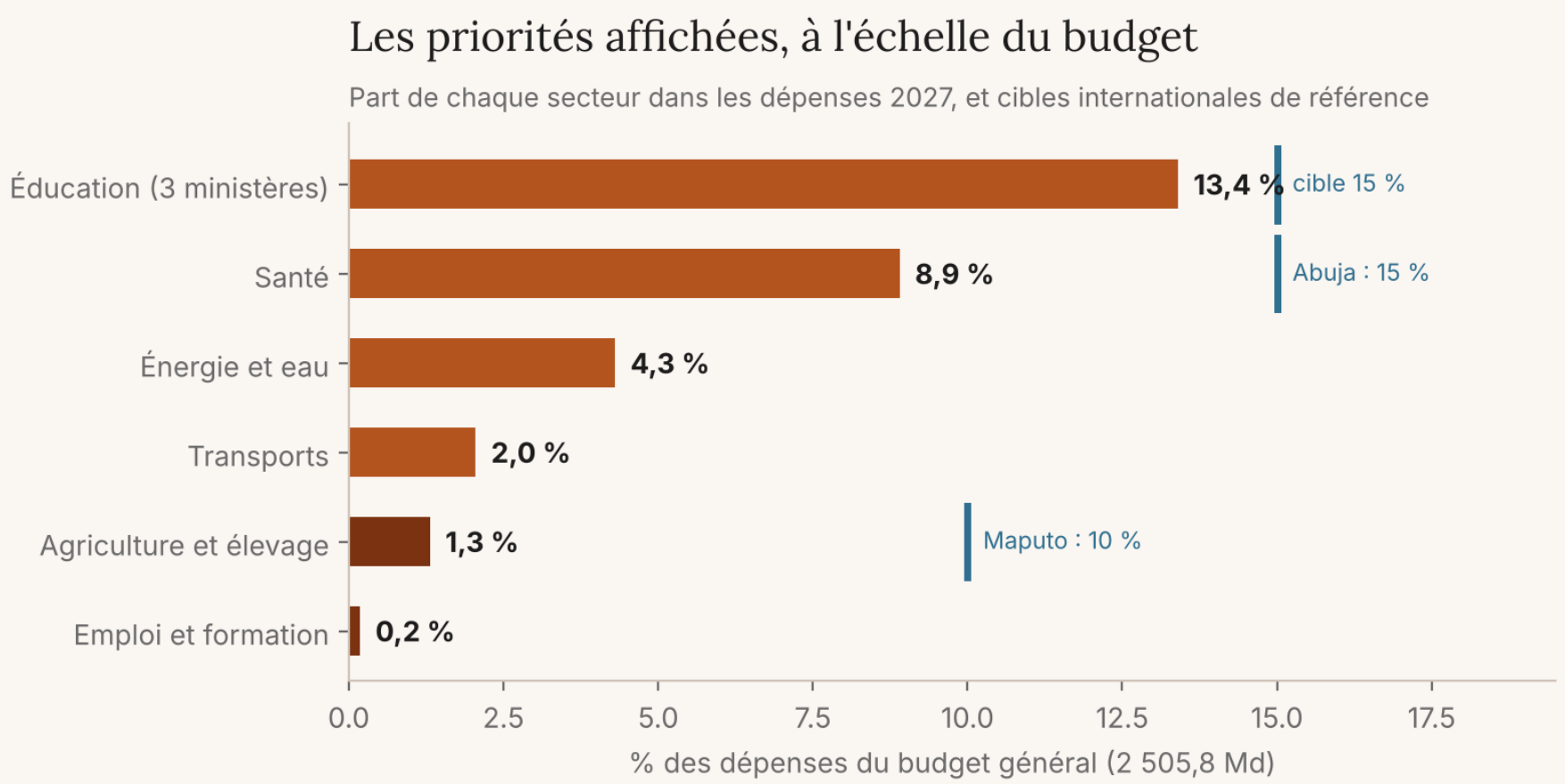


670 Md contre 225 Md exécutés : × 3. **51 %** viennent de l'extérieur (emprunts-projets 185 Md, dons 157 Md), et le ministre dit que ce financement externe dépend d'un programme avec le FMI. Croissance annoncée : **6,9 %**, quand le FMI voyait **2,8 %** pour 2026 et la BEAC **3,1 %** pour la zone en 2027.

Sources : PLF 2027 ; ACI ; ADIAC (7/10/2026) ; EcoMatin (12/05/2026 : FMI 2,8 %, programme sollicité) ; BEAC (avril 2026).

SECTEURS

Éducation, santé, agriculture, transport : la part du budget



Source : PLF 2027, répartition par ministère. Éducation = enseignement primaire-secondaire, technique, supérieur. Cibles : Déclaration d'Abuja (santé 15 %), Maputo/Malabo (agriculture 10 %), cadre Éducation 2030 (15 à 20 %).

Secteur (Md FCFA)	Total	dont investissement	Remarque
Éducation	335,6	63,7	62 % de salaires en primaire-secondaire
Santé	223,1	59,8	51 % de transferts (accès aux soins)
Agriculture et élevage	32,9	19,5	élevage : 4,0 Md (0,16 %)
Transports	51,4	42,2	entretien routier : 26,7 Md
Énergie et eau	107,7	100,0	15 % de tout l'investissement

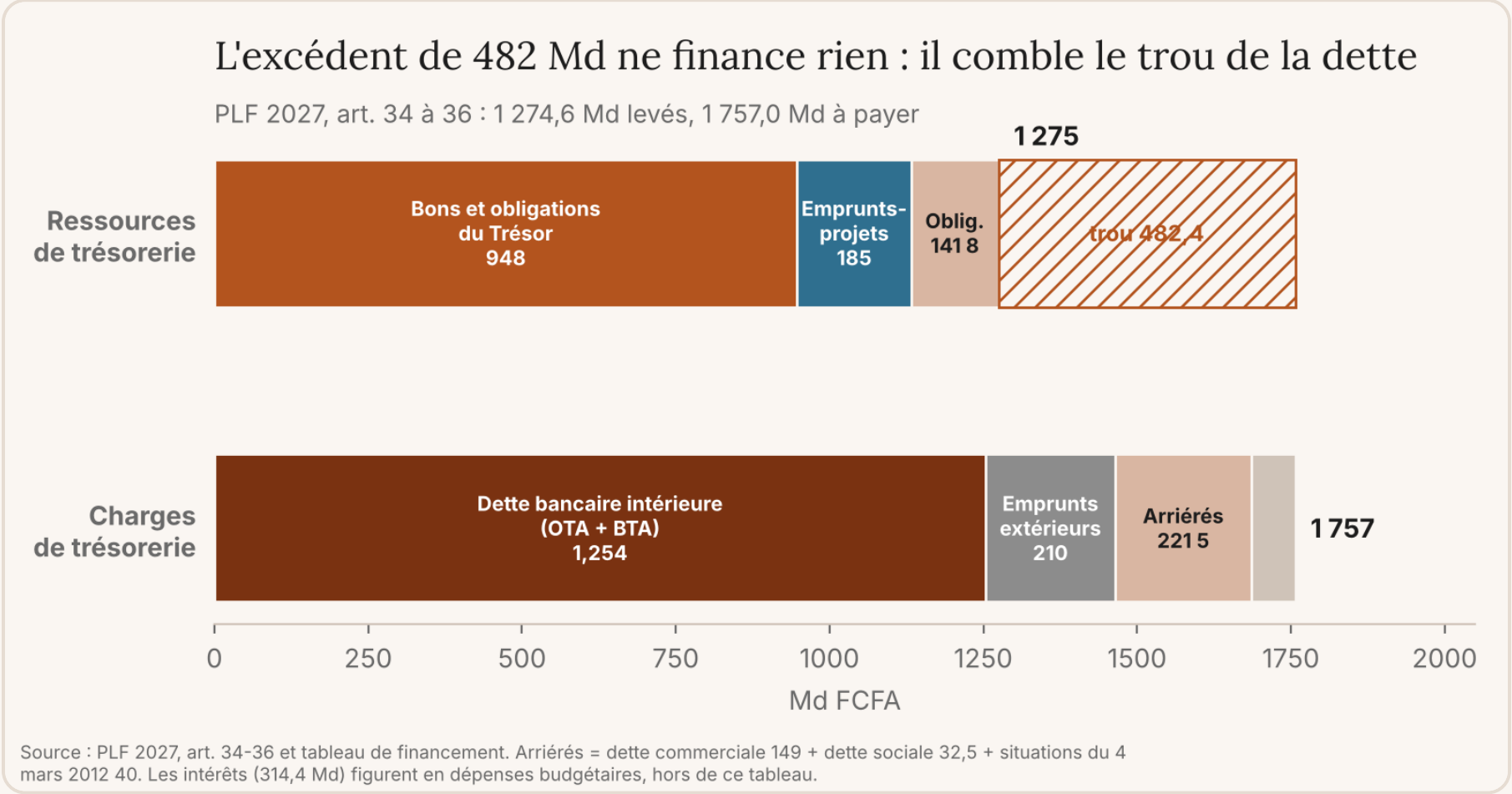
Les secteurs sociaux sont déclarés « priorité majeure » : l'éducation est à 13,4 % (cible 15 à 20 %), la santé à 8,9 % (cible 15 %), l'agriculture à 1,3 % (cible 10 %).

Suite → étape II : Où va l'argent ?

Source : PLF 2027, répartition par ministère et par titre (sections 33, 35, 38, 41, 50-53). Calculs du Prisme.

DETTE

L'excédent de 482 Md rembourse, il ne construit pas



Source : PLF 2027, art. 34-36 et tableau de financement. Arriérés = dette commerciale 149 + dette sociale 32,5 + situations du 4 mars 2012 40. Les intérêts (314,4 Md) figurent en dépenses budgétaires, hors de ce tableau.

L'État doit payer **1 757 milliards** en trésorerie et prévoit d'en lever 1 275. L'écart, 482 milliards, est « couvert par l'excédent » (art. 36) : autrement dit, l'excédent du budget sert à rembourser, pas à construire.

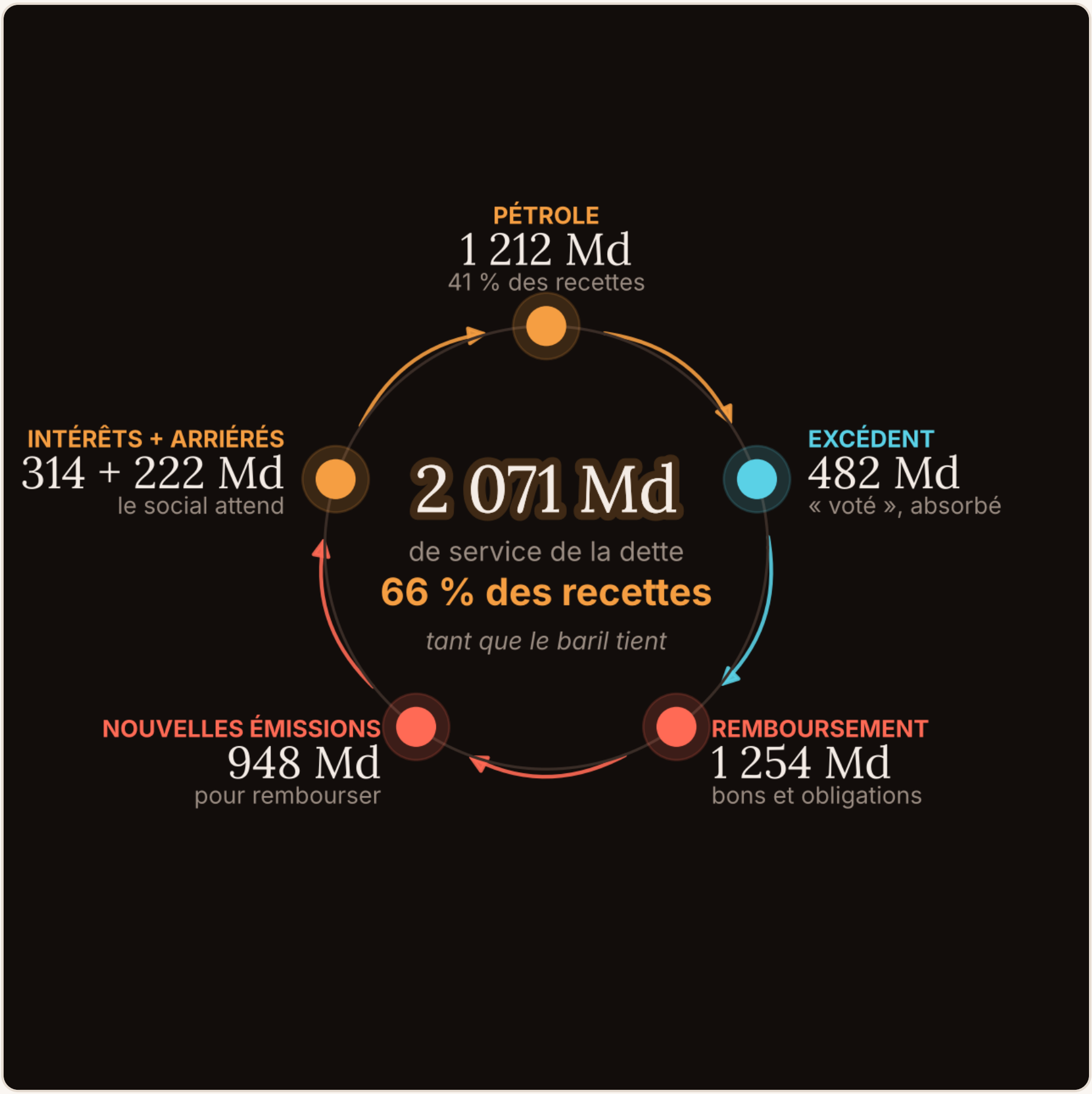
Le service brut (intérêts et principal) avoisine 1 850 milliards, soit 63 % des recettes, dont 1 254 milliards de bons et obligations à renouveler. Le stock atteint 9 564 milliards à fin juin 2026 (88,6 % du PIB selon le PLF). Et l'eurobond coté à Dubaï le 19 octobre (1,55 Md$) n'apporte pas d'argent frais : il refinance.

> Le texte vise « le désendettement » ; l'excédent annoncé n'y suffit qu'à condition que le baril tienne.

Sources : PLF 2027 (art. 34-36) ; CCA ; EcoMatin (14/10/2026) ; Sikafinance (19/10/2026). Calculs du Prisme.

GRAPHIQUE

Le cercle infernal de l'endettement

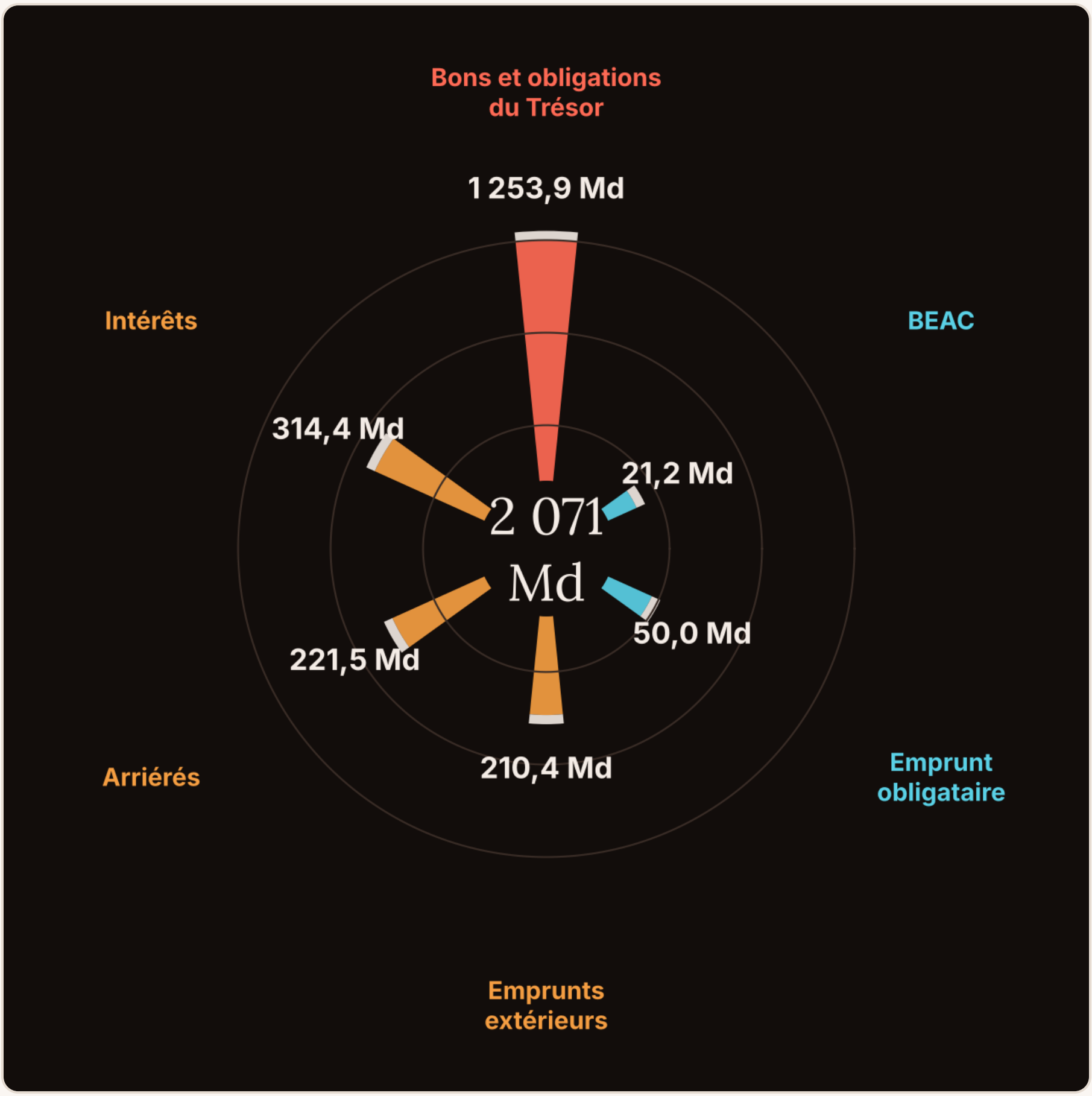


Analyse : tant que le baril tient, le cercle tourne ; s'il fléchit, ce sont les lignes sociales qui plient en premier. Le schéma est du Prisme ; les montants sont ceux du PLF.

Source : PLF 2027, art. 28, 34-36. Les flux ne sont pas additionnables.

GRAPHIQUE

L'hydre de la dette : six têtes

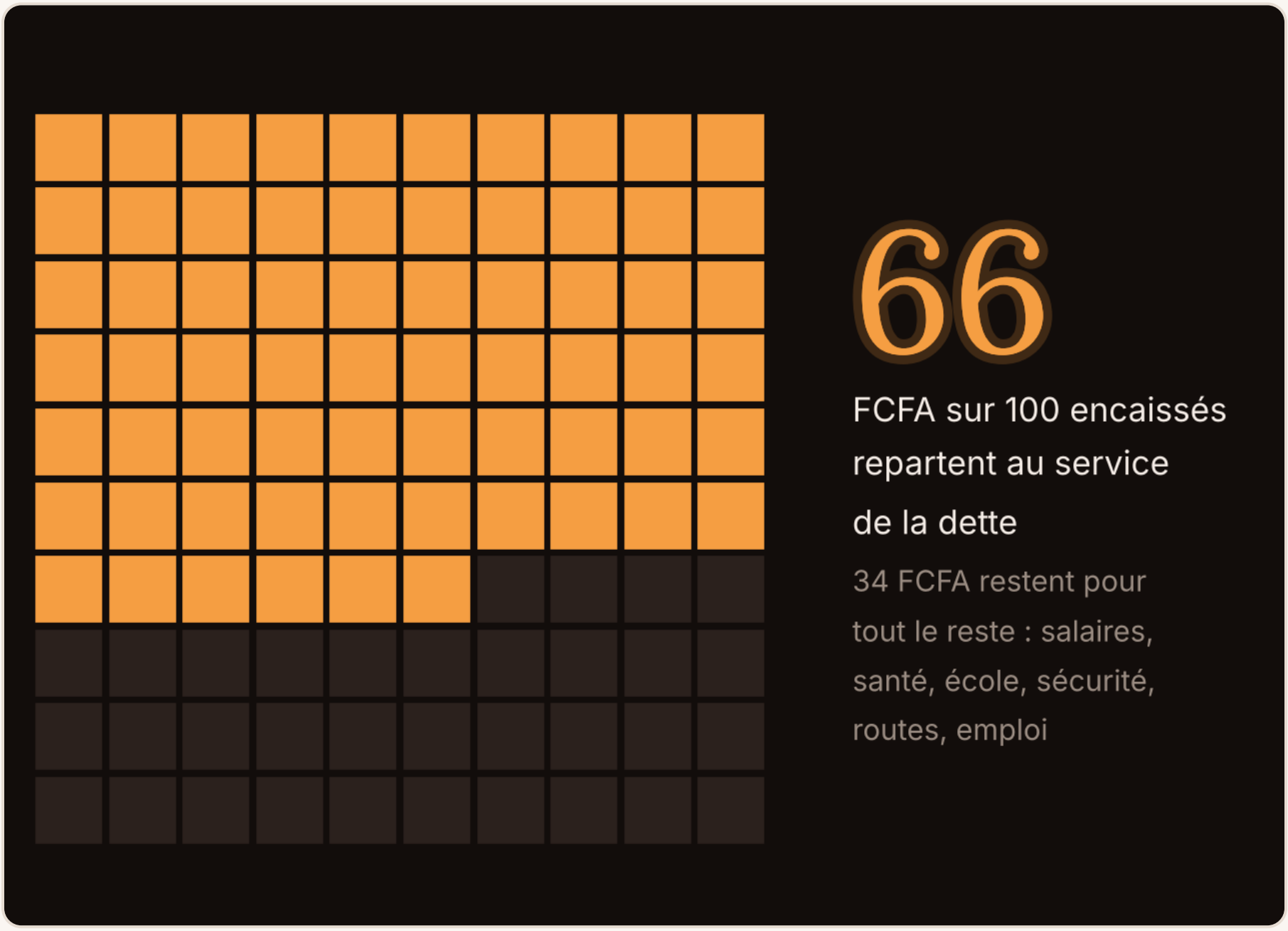


les bons et obligations du Trésor (1 253,9 Md) pèsent quatre fois les intérêts ; 947,5 Md d'émissions nouvelles sont prévus pour les rembourser.

Source : PLF 2027, art. 35 et titre 1. Total : 2 071,4 Md.

GRAPHIQUE

Sur 100 FCFA de recettes, 66 vont à la dette

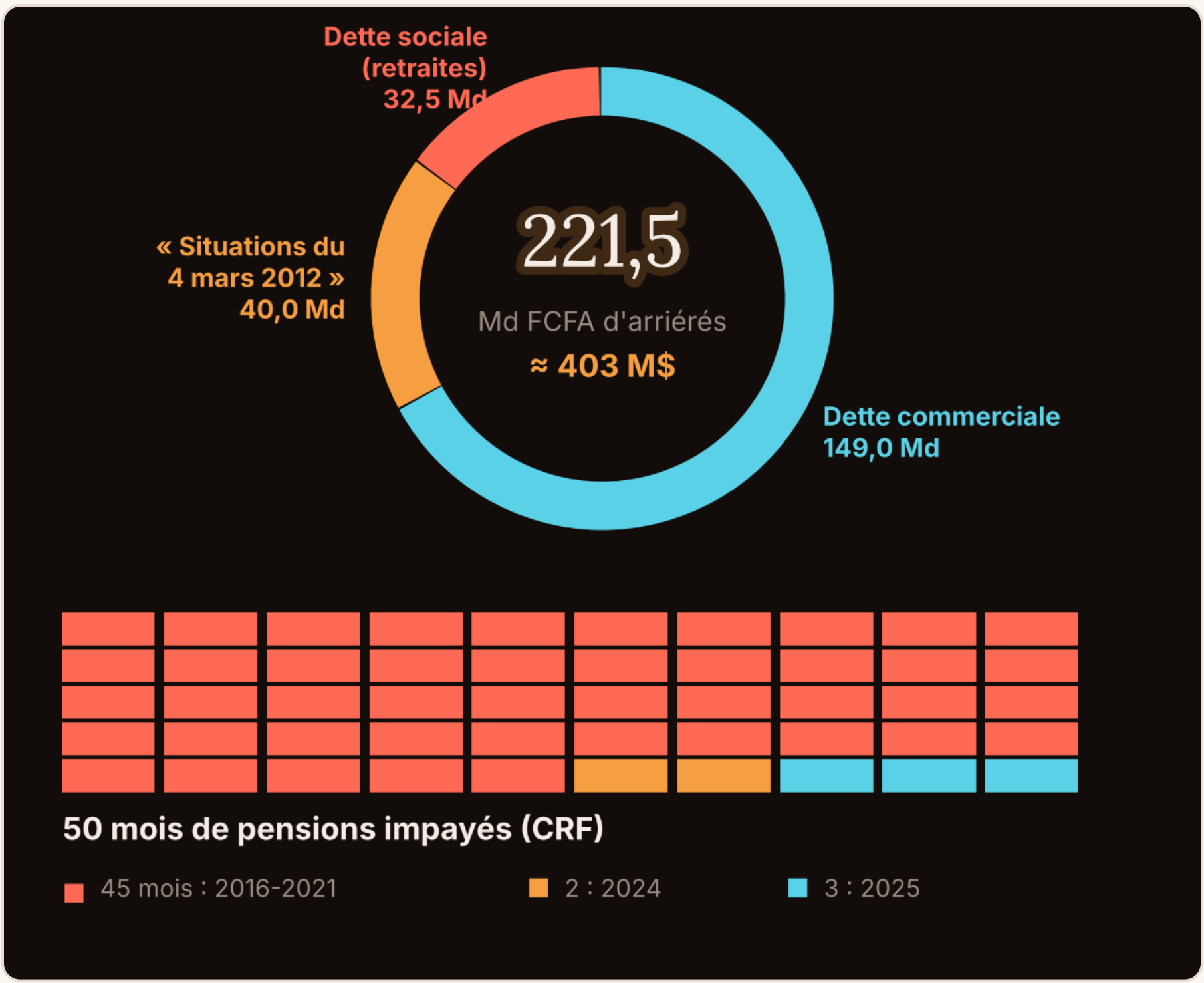


Calcul du Prisme : (1 757,0 + 314,4) / 3 120,8 = 66,4 %. Par habitant, cela représente environ 329 000 FCFA de service de la dette, contre 35 400 FCFA pour la santé et 730 FCFA pour l'emploi.

Source : PLF 2027. Population supposée de 6,3 millions (hypothèse du Prisme).

GRAPHIQUE

Les arriérés : ce que l'État doit déjà



221,5 Md d'arriérés sont inscrits aux charges de trésorerie 2027, dont 32,5 Md de dette sociale (retraites). **Déclaré :** 50 mois de pensions impayés (retraités de la CRF). **À clarifier :** les arriérés de salaires ne sont pas isolés dans le PLF.

Sources : PLF 2027, art. 35 ; Les Dépêches de Brazzaville via allAfrica (8/11/2025).

DETTE

Priorité à la dette : y a-t-il un plan de sortie ?

Ce qui existe

Le PLF affiche l'objectif de « poursuivre le désendettement ». L'article 33 limite les tirages nouveaux au déficit prévu, sauf refinancement. Le ratio dette/PIB recule (92,4 % en 2025, 80,9 % visés en 2027), un eurobond à 9,5 % a refinancé l'échéance 2032, un programme FMI se négocie, et un plan d'apurement des arriérés intérieurs est mentionné.

Ce qui manque

Il manque une trajectoire chiffrée de l'encours et du service pour 2028-2029. Le stock ne baisse pas en valeur (de 9 537,8 à 9 608,1 Md) : seul le ratio recule, grâce à la croissance. Il manque aussi un plafond d'endettement voté, un calendrier d'apurement des arriérés par catégorie, et la dette envers les négociants pétroliers, absente du tableau de financement.

LECTURE DU PRISME

Analyse : ce qui est annoncé est une stratégie de refinancement (allonger, racheter, émettre), pas un plan de sortie. 482 Md d'excédent servent à combler le trou de trésorerie ; 1 253,9 Md de bons et obligations sont remboursés par de nouvelles émissions (947,5 Md). Tant que le baril reste élevé, le dispositif tient ; il ne réduit pas le fardeau.

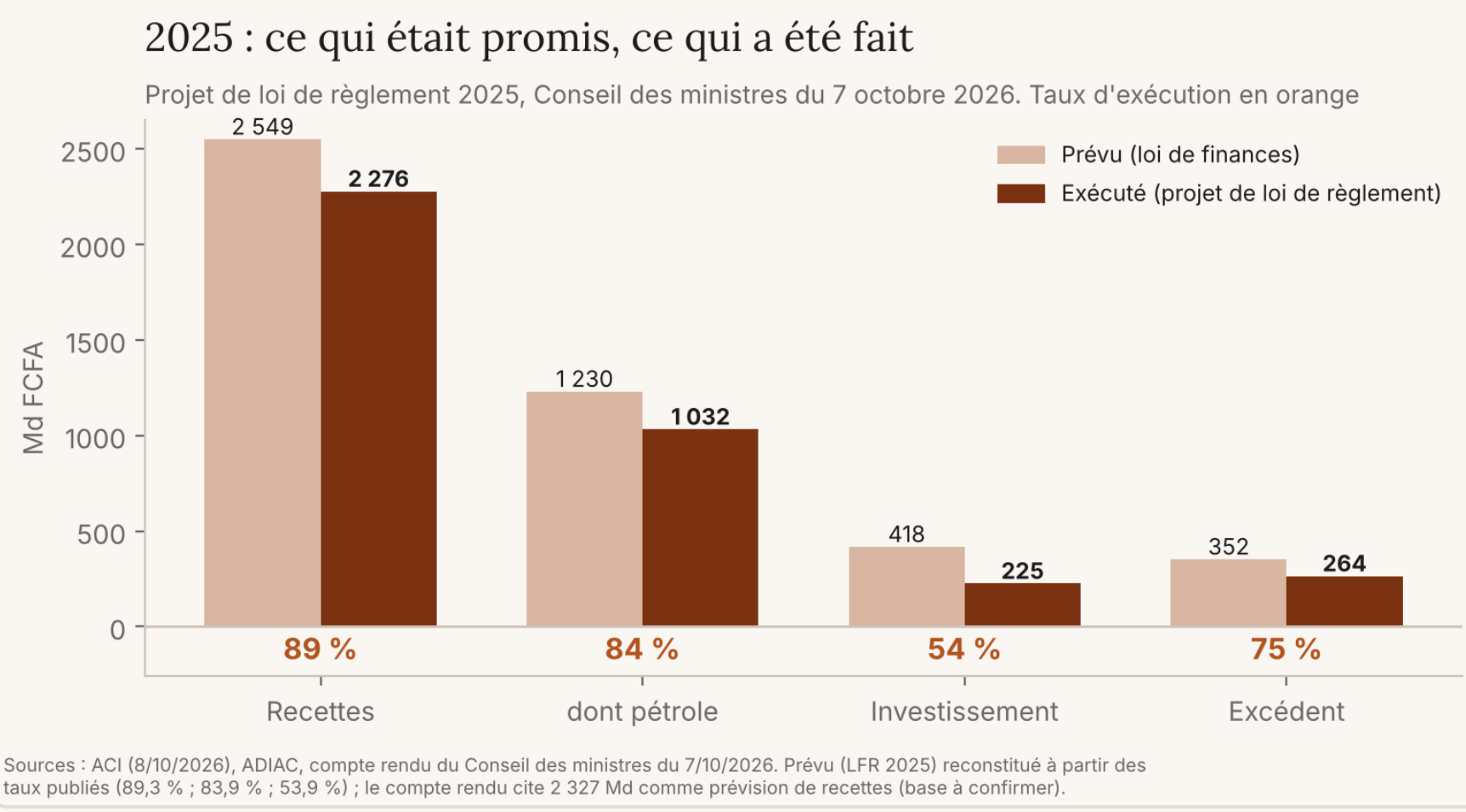
Question : quelle part du service de la dette 2027 est financée par de nouvelles émissions, et jusqu'à quand ?

Suite → étape III : Les trois années côte à côte

Sources : PLF 2027 (art. 3, 33-36) ; Perspectives de l'économie congolaise (août 2026) ; note de conjoncture T2-2026. Le DPBEP 2027-2029 n'a pas été consulté.

LOI DE RÈGLEMENT 2025

2025 : on a dépensé pour fonctionner, pas pour construire



En 2025, l'État a encaissé 2 276,5 milliards, avec un pétrole réalisé à seulement 83,9 % de la prévision. Il a pourtant dépensé **104 % de ses crédits de fonctionnement**, et seulement **53,9 % de ses crédits d'investissement** (225 Md) : près de 190 milliards de projets ne se sont pas faits.

L'excédent réel (264 Md) n'atteint que les trois quarts de l'annonce (352 Md), après 311,6 milliards d'intérêts payés. La leçon pour 2027 est simple : quand les recettes déçoivent, c'est l'investissement qu'on sacrifie.

> Le projet de loi de règlement 2025 n'a été approuvé en Conseil que le **7 octobre 2026**, neuf mois après la clôture. L'exécution 2026 (LFR : dépenses 2 561 Md, excédent 216 Md) n'est connue que par un TOFE provisoire à fin juin (note de conjoncture T2) : voir pages 16-17.

Sources : ACI (8/10/2026) ; ADIAC, Conseil des ministres du 7/10/2026 ; Sikafinance (LFR 2026). Prévu = LFR 2025 reconstitué à partir des taux publiés.

EXÉCUTION 2026

À mi-année : où en est le budget 2026 ?

Fin juin 2026 (TOFE provisoire)	Exécuté S1	Objectif annuel	Taux
Recettes hors dons	1 051,0	2 697,5	39 %
· pétrolières	449,8	1 181,0	38 %
Intérêts de la dette	168,4	238,1	**71 %**
Dépenses en capital	168,2	563,7	**30 %**
Solde global hors dons	20,3	136,4	**15 %**

Au rythme du 2e trimestre, le pétrole rapporterait environ 1 059 milliards sur l'année, 122 de moins que prévu ; un Brent proche de 105 $ pourrait combler l'écart. Les intérêts, eux, filent vers 337 milliards, alors que 238 seulement sont inscrits : le PLF 2027 (314 Md) pourrait être sous-provisionné de 25 à 35 milliards.

L'investissement n'est exécuté qu'à 30 % à mi-année, dont 71,5 milliards sur ressources propres ; au même rythme, l'année finirait vers 336 milliards, la moitié de ce que promet 2027. L'excédent hors dons (20 Md contre 136 visés) laisse tout au second semestre. Côté dette, un eurobond de 850 M$ à 9,5 % (mai 2026) a racheté une partie de celui de 2032, et un programme FMI 2027-2029 se négocie. Le cadrage prévoit enfin un recul de 2,4 % de la branche électricité et eau.

> **À clarifier :** dans la note de conjoncture, les composantes du 2e trimestre (374,0 + 95,4 + 20,1 = 489,5 Md) n'égalent pas le total publié (600,1 Md) : écart de 110,6 Md. Le cadrage place la dette à 86,2 % du PIB en 2027, le PLF à 80,9 % : à périmètre égal, ≈ 590 Md d'écart de stock. **Autre écart :** à fin mars, la présentation de la LFR au Parlement donne 923,3 Md de recettes, la note de conjoncture 433,2 Md pour le 1er trimestre : non réconcilié, taux de cette page à confirmer.

Sources : note de conjoncture T2-2026 (DGE, TOFE provisoire fin juin 2026) ; LFR 2026 ; Perspectives (août 2026) ; PLF 2027. Calculs du Prisme ; projections au rythme observé, à titre illustratif.

TRAJECTOIRE

2025 · 2026 · 2027 : la trajectoire des trois budgets

Md FCFA	2025	2026	2027	Lecture
Intérêts de la dette	311,6	238,1	314,4	2026 sous-provisionné (S1 : 168,4)
Investissement	225,0	563,7	670,0	Exécution : 54 % en 2025
Excédent	264,2	216,9	482,4	Absorbé par la dette
Dette / PIB	92,4 %	89,9 %	80,9 %	86,2 % au cadrage
Dette sociale (retraites)	n.d.	109,7 *	32,5	Baisse de 70 % *
Dette commerciale	n.d.	180,5 *	149,0	Baisse de 17 % *
Santé, par ministère	n.d.	n.d.	223,1	Comparatif non publié
Emploi, par ministère	n.d.	n.d.	4,6	Comparatif non publié

* Chiffres 2026 d'un commentaire reçu, non vérifiés dans la loi de finances 2026. n.d. = non disponible dans les documents lus ; le PLF ne présente pas de colonnes 2025-2026 par ministère.

> **Verdict de trajectoire :** l'État encaisse plus (recettes de 2 277 à 3 121 Md) et rembourse plus. Les retraites impayées sont la variable d'ajustement (109,7 → 32,5 Md, à vérifier). Ce qui change pour le Congolais moyen dépend de l'exécution, qui était de 54 % pour l'investissement en 2025.

RECOMMANDATIONS

1. Une ligne chiffrée, avec calendrier, pour les arriérés de salaires et de pensions. 2. Le budget de chaque hôpital public, publié. 3. Une trajectoire de la dette 2027-2031 avec plafond voté. 4. Un plan d'emploi des jeunes chiffré, à 1 % du budget.

Suite → étape IV : Qu'est-ce que cela change pour moi ?

Sources : PLF 2027 ; loi de règlement 2025 ; LFR 2026 ; Perspectives de l'économie congolaise (août 2026). Calculs du Prisme. Les arriérés de salaires ne sont pas isolés dans le PLF.

POUR LE CONGOLAIS MOYEN

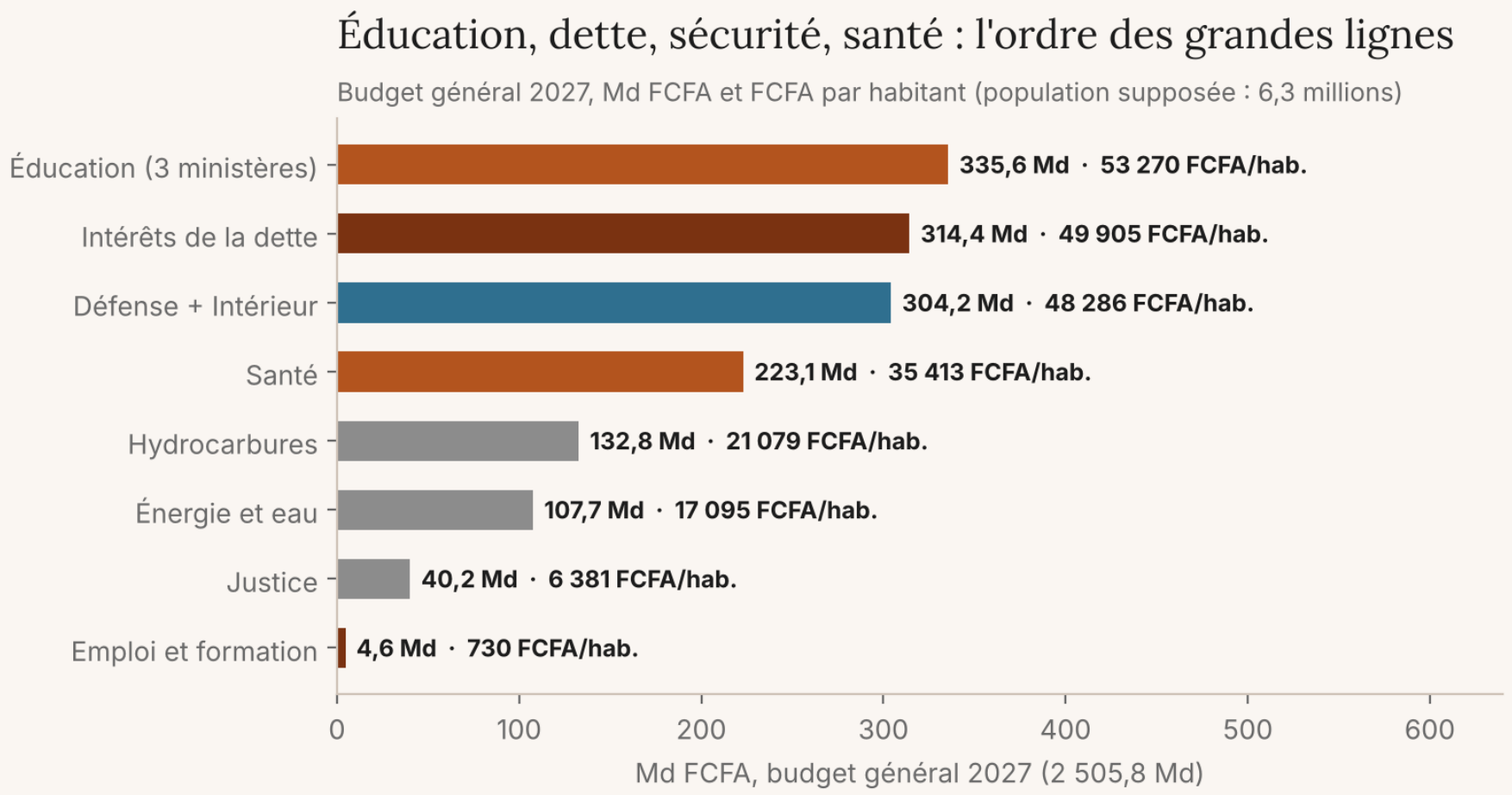
Ces budgets vont-ils régler nos problèmes ?

Question	Réponse	Ce que disent les chiffres
Le chômage des jeunes va-t-il baisser ?	**Pas par ce budget**	Emploi et formation : 4,6 Md, dont 150 M d'investissement. Les créations d'emplois publics : 1,5 Md d'incidence financière, soit ≈ 320 postes au salaire moyen (calcul Prisme). L'emploi formel progresse de 2,7 % (T2 2026), tiré par les hydrocarbures (+14,9 %) ; la filière bois recule (−5,7 %).
Les arriérés de salaires et de pensions seront-ils payés ?	**Aucune ligne pour les salaires**	La « dette sociale » 2027 ne contient que les retraites : 32,5 Md, soit 1/38e du remboursement des bons et obligations (1 253,9 Md). Les retraités de la CRF font état de 39 à 50 mois de pensions impayées.
Les hôpitaux seront-ils financés ?	**En partie, sans détail par hôpital**	Santé : 223,1 Md (8,9 %, cible d'Abuja 15 %), dont 116,6 Md « accès aux soins » et 12 Md de dotation globale aux structures de santé. Grève nationale des soignants du 6 août au 15 octobre 2026 ; le CHU-B parle de sous-financement (commission Ecofin, 4 août).
Privilégie-t-on la dette ?	**Oui**	Service total 2027 : 2 071,4 Md, soit 66 % des recettes et 3,7 fois santé + éducation (558,7 Md). L'excédent de 482 Md y passe entièrement.
Y a-t-il un plan de sortie ?	**Une intention, pas de trajectoire**	Le PLF annonce « poursuivre le désendettement » (2027-2029) ; aucune trajectoire chiffrée 2028-2029 dans les documents lus (voir page 14).
Et la sécurité ?	**304 Md, autant que les intérêts**	Défense nationale 127,3 Md (5,1 %) ; Intérieur et décentralisation 176,9 Md, dont ordre public 26,2 et gendarmerie 11,6 ; Justice 40,2 dont prisons 7,5. Défense + Intérieur = 12,1 % du budget général.

Sources : PLF 2027 (art. 22, 35, 55 ; sections 23, 24, 27, 41, 54) ; note de conjoncture T2-2026 ; allAfrica (15/10/2026, 6/08/2026, 8/11/2025, 8/07/2026). Calculs du Prisme.

PAR HABITANT

Combien chaque grande ligne représente par Congolais



Source : PLF 2027, répartition par ministère ; intérêts : titre 1. Défense nationale 127,3 + Intérieur et décentralisation 176,9.
Hypothèse de population du Prisme. Le service total de la dette (intérêts + remboursements) atteint 2 071,4 Md.

Pour un habitant et par an

Éducation : 53 300 FCFA (≈ 97 $)
Intérêts de la dette : 49 900 FCFA (≈ 91 $)
Défense + Intérieur : 48 300 FCFA (≈ 88 $)
Santé : 35 400 FCFA (≈ 64 $)
Emploi et formation : 730 FCFA (≈ 1,3 $)

Le service de la dette, au total

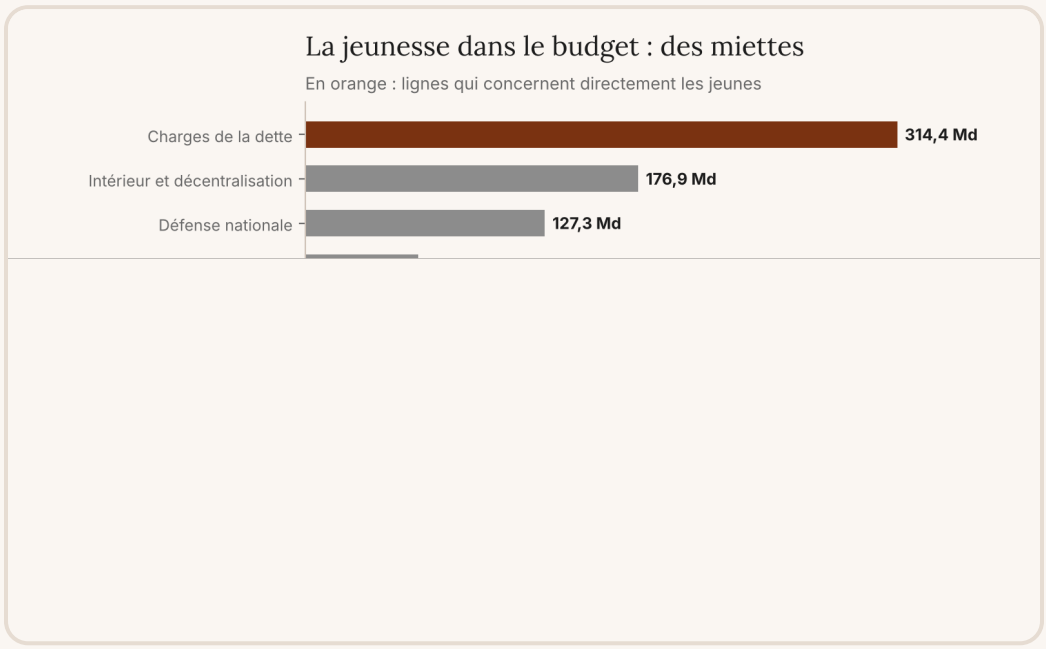
2 071,4 Md de service total, soit **≈ 329 000 FCFA (≈ 600 $) par habitant**, contre 35 400 FCFA pour la santé. Dette publique : ≈ 1,5 million de FCFA par habitant.

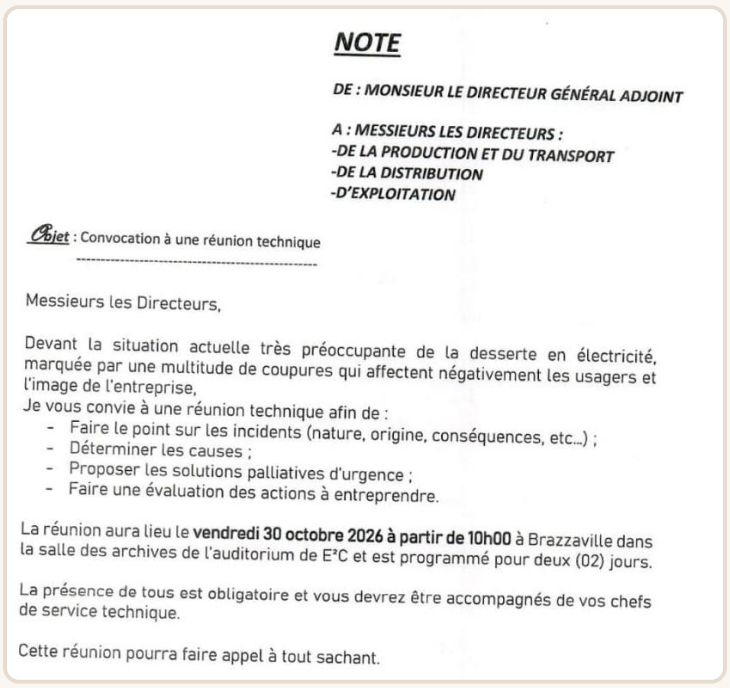
Lecture : la sécurité et la dette coûtent chacune environ 50 000 FCFA par habitant ; la santé, 35 000 ; l'emploi des jeunes, moins de 1 000. Population supposée de 6,3 millions (hypothèse du Prisme, non officielle).

Source : PLF 2027, budget général (2 505,8 Md), répartition par ministère. Calculs du Prisme au taux de 550 FCFA/$.

JEUNESSE

La cocotte-minute : sans courant, sans carburant, sans emploi





NOTE

DE : MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

A : MESSIEURS LES DIRECTEURS :
-DE LA PRODUCTION ET DU TRANSPORT
-DE LA DISTRIBUTION
-D'EXPLOITATION

Objet : Convocation à une réunion technique

Messieurs les Directeurs,

Devant la situation actuelle très préoccupante de la desserte en électricité, marquée par une multitude de coupures qui affectent négativement les usagers et l'image de l'entreprise,
Je vous convie à une réunion technique afin de :
- Faire le point sur les incidents (nature, origine, conséquences, etc...) ;
- Déterminer les causes ;
- Proposer les solutions palliatives d'urgence ;
- Faire une évaluation des actions à entreprendre.

La réunion aura lieu le **vendredi 30 octobre 2026 à partir de 10h00** à Brazzaville dans la salle des archives de l'auditorium de E²C et est programmé pour deux (02) jours.

La présence de tous est obligatoire et vous devrez être accompagnés de vos chefs de service technique.

Cette réunion pourra faire appel à tout sachant.

Note E²C du 27 octobre : la direction convoque ses cadres pour « déterminer les causes » des coupures.

Depuis l'été, Brazzaville et Pointe-Noire vivent au rythme des coupures. La presse compte « trois mois » sans courant régulier ; le ministre de l'Énergie parle du « plus grand problème du pays ». Le gasoil manque aussi : le réseau ne tient qu'environ neuf heures par jour, et les antennes télécoms s'éteignent faute de carburant pour les groupes.

Pendant ce temps, le budget 2027 prévoit **4,6 milliards pour l'emploi et la formation**, et **314 milliards pour les intérêts de la dette** : 69 francs d'intérêts pour 1 franc d'emploi. Une manifestation de jeunes est annoncée ce samedi 31 octobre, boulevard Alfred Raoul.

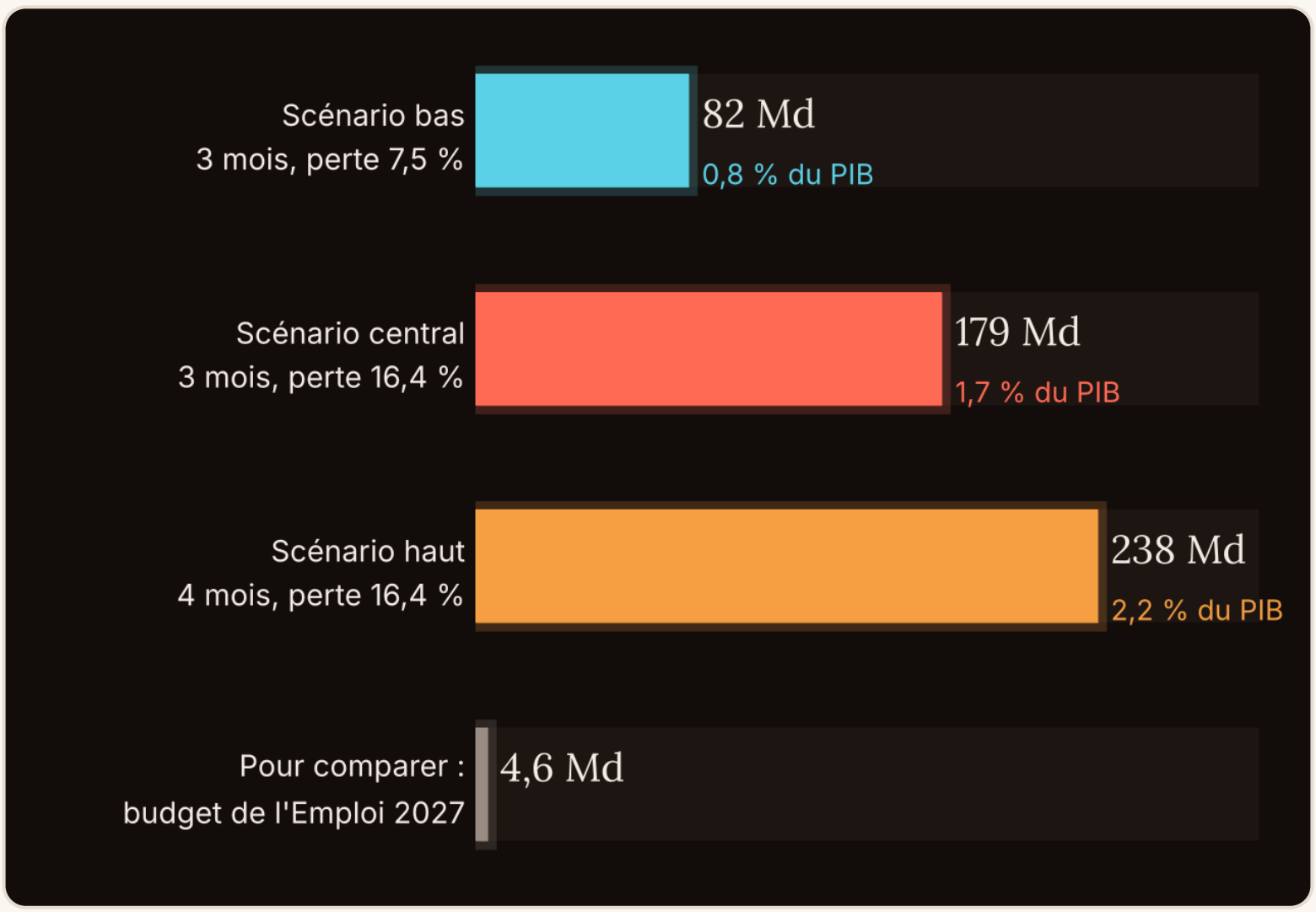
Ce que disent les habitants (reportage TV5Monde Info)

« Ça fait très exactement 14 jours qu'on n'a pas d'électricité. » « Je me suis retrouvée à devoir jeter les provisions d'un peu plus de 100 000 FCFA. » « Trois jours sans eau et sans électricité avec cette chaleur : c'était invivable. » Pour le gasoil, « il faut connaître des directeurs ». *Témoignages anonymes.*

Sources : PLF 2027 ; First Médiac (26/10/2026) ; Les Dépêches / ARPCE (27/10/2026) ; AllAfrica (28/10/2026) ; note E²C ; TV5Monde Info. Chômage des 15-24 ans : 40,5 % (OIT).

LA CRISE ÉNERGÉTIQUE

Trois mois de coupures : près de 180 milliards perdus



Le coût. Selon la note de conjoncture du 2e trimestre, trois entreprises sur quatre subissent les coupures ; à Brazzaville, plus d'une sur trois a dû s'arrêter complètement, à plusieurs reprises. Si les entreprises touchées perdent, pendant trois mois, la part de ventes que la Banque mondiale mesurait au Congo (16,4 %), l'économie hors pétrole perd **près de 180 milliards de FCFA, soit 1,7 % du PIB (≈ 325 M$)**. C'est 39 fois le budget de l'Emploi.

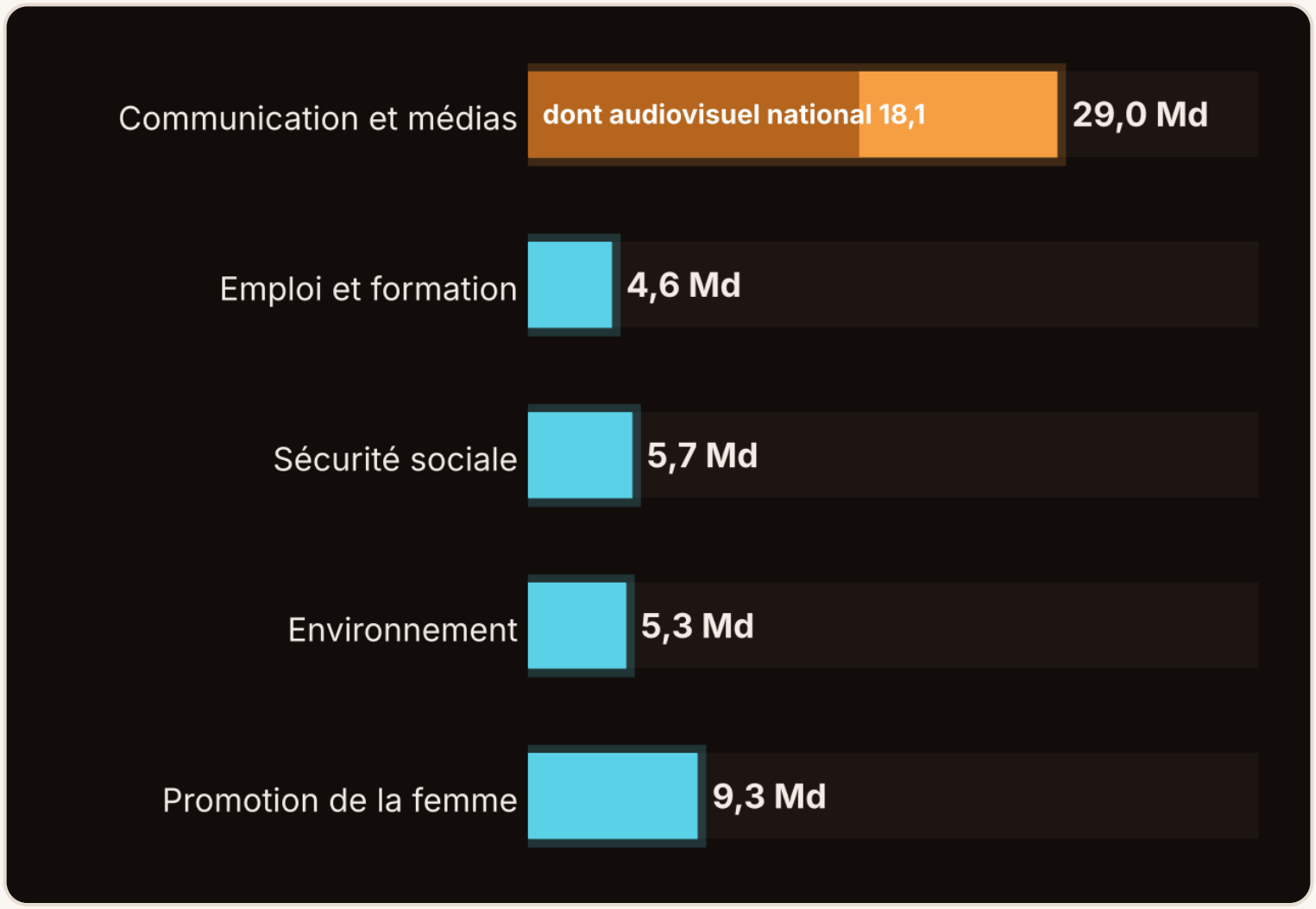
La gestion. Le 27 octobre, E²C convoque ses directeurs pour « déterminer les causes » des incidents. Chercher les causes après plus de trois mois de crise, c'est réagir avec un trimestre de retard : pour le Prisme, le problème est aussi de management.

Le silence. Saisie de la pénurie de gasoil le 27 octobre, la Primature ne s'est pas exprimée publiquement, dans nos sources, sur l'électricité, l'eau ou le carburant.

Estimation du Prisme, ordre de grandeur : PIB hors pétrole 2026 (5 940 Md, DGE) sur 3 mois × 73,4 % d'entreprises touchées × perte de ventes de 16,4 % (Banque mondiale, enquête entreprises Congo). Bas : 7,5 % (moyenne africaine). Haut : 4 mois. Hors ménages et carburant des groupes.

PRIORITÉS CONTRE CRÉDITS

La communication de l'État pèse six fois l'emploi



La section « Communication et médias » reçoit **29 milliards** en 2027, dont **18,1 pour l'audiovisuel national**. C'est 6,3 fois le ministère de l'Emploi, 5,1 fois la Sécurité sociale et 5,4 fois l'Environnement. L'audiovisuel national, à lui seul, dépasse ces trois ministères réunis (15,6 Md).

Seules les Affaires sociales (38,9 Md) et la Santé (223,1 Md) restent au-dessus.

> **Analyse :** quand l'État finance plus son image que l'emploi des jeunes, la priorité affichée n'est pas la priorité payée. Question posée, non accusation : que finance exactement l'audiovisuel national ? Le PLF ne le détaille pas.

Source : PLF 2027, tableau des crédits par section et programme (sections 28, 54, 60, 49, 40, 41, 43). Calculs du Prisme.

PRIORITÉS CONTRE CRÉDITS

Sept priorités affichées, sept écarts

Priorité affichée	Ce que paient les crédits 2027	Écart
Jeunes et emploi	Emploi : 4,6 Md, dont 150 M d'investissement. Chômage des 15-24 ans : 40,5 % (OIT).	**Communication = 6 × l'Emploi**
Désendettement	Service de la dette 2 071 Md = 66 % des recettes ; l'excédent de 482 Md est absorbé.	**Refinancer, pas réduire**
Social « priorité majeure »	Éducation 13,4 % (cible 15-20 %), santé 8,9 % (Abuja : 15 %) ; arriérés sociaux 32,5 Md.	**Sous les cibles**
Sécurité	Défense + Intérieur : 304 Md (12,1 % du budget).	**66 × l'Emploi**
Diversification	122,8 M FCFA au programme dédié ; 41 % des recettes sont pétrolières.	**Dépendance intacte**
Investissement × 3	670 Md prévus contre 225 Md exécutés en 2025 (54 %) ; 51 % financés de l'extérieur.	**Exécution à prouver**
Environnement	5,3 Md (0,2 %) contre 132,8 Md pour les hydrocarbures.	**25 × moins**

Lecture : seule priorité alignée sur le papier : les infrastructures de base (énergie et eau, 100 Md d'investissement, 15 %). Chaque montant vient du PLF ; leur mise en regard est notre analyse. Une priorité se mesure aux crédits qui la paient, et à ceux qui sont réellement exécutés.

Suite → étape V : Qui décide, et que se passe-t-il en 2027 ?

Source : PLF 2027 ; loi de règlement 2025 ; OIT ; cibles d'Abuja. Calculs du Prisme.

PND 2027-2031

Un budget qui exécute un plan qui n'existe pas encore

Date	Fait
21 septembre 2026	Lancement de l'élaboration du PND 2027-2031 à Kintélé, sous la présidence du Premier ministre
7-8 octobre 2026	Le PLF 2027 « accompagne la mise en œuvre du PND 2027-2031 » : approuvé en Conseil, daté du 8 octobre
15-17 octobre 2026	Atelier de validation de la stratégie du PND (250 participants, financé par la Banque mondiale)
Fin 2026	Coût, cibles chiffrées et date d'adoption du PND : **non publiés** dans nos sources

Les cinq piliers face aux crédits

Capital humain : éducation 13,4 %, santé 8,9 %.
Diversification : 122,8 M FCFA au programme dédié.
Inégalités territoriales : aucun indicateur par département.
Transitions énergie, numérique, écologie : énergie et eau 100 Md d'investissement ; environnement 0,2 %.
Gouvernance : aucune ligne d'exécution publiée.

Le précédent : PND 2022-2026

Besoin de financement : 8 987 Md FCFA ; 2 487 Md acquis (28 %) ; **≈ 6 500 Md à chercher** auprès des bailleurs (EcoMatin, juillet 2022). Croissance visée : 5 à 7 %. Bilan chiffré publié : **non trouvé**. Indice d'exécution : investissement à 53,9 % en 2025.

> **Analyse :** on vote un budget avant de connaître le coût du plan qu'il est censé exécuter. Ce n'est pas une preuve d'échec ; c'est un budget qu'on ne peut pas encore juger contre ses cibles. **Question :** le Parlement recevra-t-il le coût du PND et le bilan 2022-2026 avant de voter ?

Sources : PLF 2027 ; groupecongomedias (16/10/2026) ; allAfrica (22/09/2026) ; EcoMatin (15/07/2022). Le bilan officiel du PND 2022-2026 n'a pas été trouvé.

POINTS À CLARIFIER

Sept questions que le Parlement peut poser

Sujet	Ce que disent les documents	Statut
Prix du baril	PLF : Brent à 78,7 $, brut congolais à 76 $. Le Brent cotait ≈ **105,8 $ le 14 octobre** (Maghreb Émergent). L'écart ne reviendra devant le Parlement qu'en loi de finances rectificative.	Fait ; effet à chiffrer
Service de la dette	1 757 Md de charges de trésorerie + 314,4 Md d'intérêts = **2 071,4 Md, soit 66 % des recettes** (3 120,8 Md).	Calcul du Prisme
Emplois et salaires	Plafond de 95 157 emplois (art. 22), personnel 445 Md. Un commentaire reçu donne 92 652 emplois et 435 Md pour 2026 : +2 505 postes pour +2,3 %.	À vérifier (LF 2026)
Croissance	6,9 % dans le PLF. Un commentaire cite 3,1 % pour la CEMAC (BEAC) : périmètre différent.	À recouper
Recettes brutes	L'art. 3 interdit toute contraction recettes-dépenses. Les ventes de cargaisons (1 153,5 Md) sont-elles inscrites brutes, avant la part des négociants ?	Question
Loi rectificative 2026	+227,5 Md de recettes et +240,9 Md de dépenses, selon un commentaire reçu : la dépense aurait absorbé plus que le surplus.	À vérifier
Comptes spéciaux	Excédent de 50 Md (art. 26-27), sans explication dans les documents lus.	Question

Effet sur notre lecture : si le baril reste au-dessus de 100 $, le risque principal n'est pas le choc de prix mais un excédent « voté bas, réalisé haut » dont l'usage échappe au vote initial. Le scénario du baril sous 66 $ reste un test de résistance, non une prévision.

Sources : PLF 2027 (art. 3, 22, 26-28, 34-36) ; Maghreb Émergent (14/10/2026) ; commentaire reçu par le Prisme, non vérifié. Calculs du Prisme.

DÉBAT

Constitution, CESE, entrepreneuriat : lire les bons textes

Deux idées circulent : la Constitution empêcherait d'entreprendre, et le Conseil économique, social et environnemental ne servirait à rien. Notre réponse tient en une phrase : **apprenez à lire la loi de finances et le code de procédure pénale.** C'est là que l'État dit ce qu'il paie et ce qu'il protège.

La loi de finances : ce que l'État paie

Pour entreprendre, le budget 2027 réunit l'Emploi et l'entrepreneuriat (4,6 Md), les PME et l'artisanat (9,5 Md) et l'industrie avec les zones économiques spéciales (11,6 Md) : **25,7 milliards, moins que la Communication (29,0 Md)**. La diversification reçoit 0,12 milliard. Quant au CESE, sa dotation est de 1,5 milliard : la question n'est pas son existence, mais la publication de ses avis et leur trace dans le budget.

La procédure pénale : ce que l'État protège

Un entrepreneur investit là où un litige commercial ne finit pas en garde à vue, où la détention préventive reste l'exception, et où le détournement de l'argent public est réellement poursuivi. Ces garanties ne sont pas dans un préambule : elles sont dans la procédure pénale et dans les moyens de la justice, **40,2 milliards en 2027, soit 1,6 % du budget général**.

Analyse : une Constitution fixe des règles ; ce sont les crédits votés et la manière de rendre la justice qui font ou défont l'entrepreneuriat. Réviser le texte suprême sans changer ces deux lectures, c'est repeindre la façade d'une maison dont les fondations fuient.

LES COMPTES D'ABORD

Rendre compte, c'est publier la loi de règlement à temps (celle de 2025 n'a été approuvée en Conseil que le 7 octobre 2026), publier les taux d'exécution chaque trimestre et expliquer les 150 millions d'investissement prévus pour l'Emploi. Aucune révision constitutionnelle ne remplace ces comptes.

Sources : PLF 2027 (sections 27, 28, 32, 54, 61 ; dotation du CESE : 1,535 Md ; programme Diversification : 122,8 M) ; ADIAC (7/10/2026). Calculs du Prisme.

MOSCOU ET PÉKIN

Même rêve, même méthode ?

Moscou, 28-29 octobre

Vladimir Poutine a reçu Denis Sassou Nguesso le 28 octobre. Le plan de coopération 2026-2028, signé en septembre, couvre l'énergie, l'agriculture, la santé et les transports. L'oléoduc de plus de 1 000 km évoqué en avril n'est pas acté, et le sommet s'est conclu sur des comités de suivi, sans financement chiffré. Fait confirmé au Prisme : **les directeurs généraux d'E²C, du CFCO et de Congo Télécom n'étaient pas du voyage.**

Pékin, depuis 2006

L'accord-cadre de 2006 échangeait des infrastructures contre des matières premières : environ 1 Md$ de prêts préférentiels et plus de 600 M$ pour le logement (Ifri). La municipalisation accélérée, lancée en 2004, a laissé 200 km de voirie en dix ans. Elle a aussi laissé une dette d'environ 2 Md$ envers la Chine en 2020, suspendue puis restructurée.

Ce que l'on n'a pas obtenu de Pékin, l'obtiendra-t-on d'une Russie financièrement exsangue ? Négocier l'énergie et le transport sans les patrons d'E²C, du CFCO et de Congo Télécom, c'est négocier sans ceux qui devront exécuter. La municipalisation a laissé des routes et des bâtiments, mais ni énergie fiable ni industrie. **Question :** la section « Coordination des infrastructures » (151,7 Md, dont 147 Md d'investissement) évitera-t-elle de répéter ce passé ?

Sources : Journal de Brazza (28/10/2026) ; Qactus (30/10/2026) ; Ifri, note 2022 ; Alwihda Info (2014) ; PLF 2027. Absence des DG : information confirmée au Prisme.

2027

L'année de tous les dangers

15 mars 2026	Présidentielle : Denis Sassou Nguesso réélu avec 94,82 % (résultat officiel).
16-24 avril	Investiture, démission puis reconduction du Premier ministre, gouvernement de 41 membres.
2027	Législatives et locales.
En discussion	Révision de la Constitution : annonces et « intentions », rien de décidé à ce jour ; vice-présidence et collège de « grands électeurs » évoqués dans le débat public.

1. Constitution

Une révision après un référendum déjà contesté en 2015.

2. Dette et baril

Un excédent qui dépend du pétrole, à la veille du scrutin.

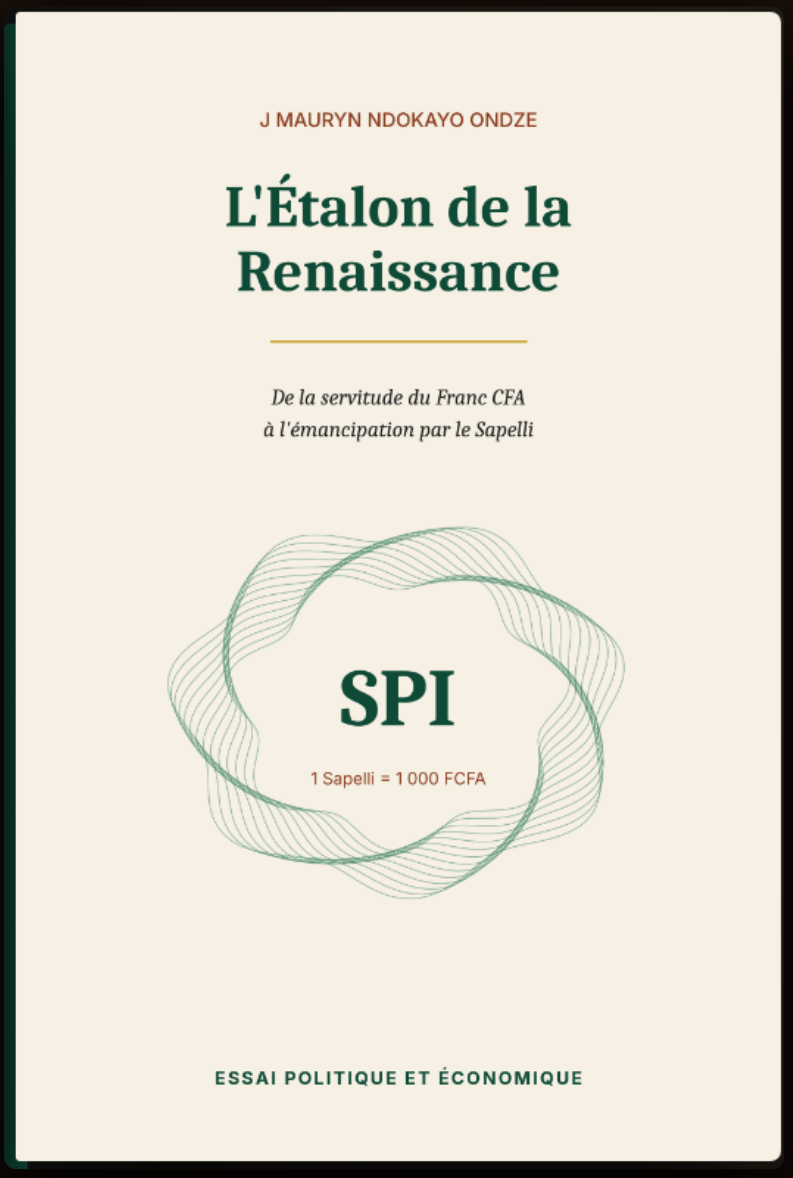
RECOMMANDATIONS

Toute révision constitutionnelle gagnerait à passer par un débat national et un référendum. Publier les taux d'exécution chaque trimestre et voter un plafond d'endettement rendraient le budget lisible avant le scrutin.

Suite → le livre à paraître

Sources : Wikipédia (présidentielle 2026) ; brazzavilleinsider.com ; La Voix du Peuple (24/10/2026, opinion). Présomption d'innocence.

PROCHAINE PUBLICATION



L'Étalon de la Renaissance

De la servitude du Franc CFA à l'émancipation par le Sapelli

J. MAURYN NDOKAYO ONDZE

Essai politique et économique.
Un étalon monétaire : 1 Sapelli = 1 000 FCFA (d'après la couverture).

PRÉCOMMANDE OUVERTE

Exemplaires dédicacés : **20 € · 20 $ · 10 000 FCFA**
Ebook : **9,99 €** · en français et en anglais

Le Prisme consacrera un numéro à la monnaie : pourquoi le franc CFA, ce que changerait un étalon propre, quels risques.

PROCHAIN NUMÉRO : SAMEDI 7 NOVEMBRE

revue-strategique@prisme-cg.org · Parti Républicain pour l'Innovation Sociale et la Modernisation de l'État